

# Les graves erreurs de pilotage budgétaire de Macron

xerficanal-economie.com/ensavoirplus/Olivier-Passet-Les-graves-erreurs-de-pilotage-budgetaire-de-Macron\_i3746241.html



★ Olivier Passet

28/08/201805:25

Présentation



À regarder les difficultés de résolution de l'équation budgétaire pour 2019, et la sévérité des arbitrages en cours, on peut se demander si le gouvernement n'a pas commis une erreur lourde de pilotage budgétaire. Il paraît en effet empêtré dans un piège dont il a été le principal artisan. La chronologie des faits parle d'elle-même.

## **Le scénario rose a déraillé**

En mai 2017, lorsqu'il arrive aux commandes, Macron est l'héritier de la reprise de Hollande. La croissance française est sur une orbite de 2,5-3% en rythme annuel. Et elle est au diapason de la reprise européenne. Le chômage régresse, atténuant la pression sur les budgets sociaux. Moins d'un an plus tard, le soufflé est retombé. Le trou d'air est certes général, puisque la croissance du reste de zone euro est revenue sur un rythme de 1,7%. Mais, en France c'est bien plus qu'une décélération, c'est un vrai coup d'arrêt. L'économie française décroche nettement de celle de ses partenaires, renouant avec un rythme de 0,6% l'an. Et du coup, l'objectif jugé encore raisonnable en avril dernier, de 2% de croissance en 2018, qui avait servi de base à l'élaboration du programme de stabilité, paraît déjà hors de portée. Et celui de 1,9% pour 2019, très largement compromis.

Cette désillusion sur la croissance, et donc sur les rentrées fiscales, est largement responsable des difficultés que

rencontre aujourd'hui le gouvernement pour boucler son budget. Le scénario rose a commencé à dérailler dès le début de l'année 2018. Ce scénario rose c'était un déficit qui reviendrait sans trop de difficulté à 2,3% fin 2018. De quoi aborder avec sérénité l'épineuse question de la double facture qu'occasionne la transformation du CICE en baisse de charges. Le gouvernement pensait alors franchir l'écueil avec un rebond minime du déficit à 2,4% du PIB en 2019. Ce n'est plus ce qui se profile aujourd'hui. Sans le carburant de la reprise, le déficit pourrait dépasser 2,6% en 2018. Et du coup, le point de PIB supplémentaire qu'occasionne la réforme du CICE, n'étant plus financé lui-même par le rebond de la conjoncture, pourrait projeter le déficit de 2019 en dehors des clous bruxellois. Et c'est maintenant par des coups de rabots à tout va, sur le pouvoir d'achat des revenus d'inactivité (retraite, APL, allocations familiales, et peut-être demain le chômage des cadres) que le gouvernement résout son équation. Ceux qui misaient sur un tournant social en seront pour leurs frais.

### **Des arbitrages trop défavorables au pouvoir d'achat**

Le gouvernement habille cela d'une doctrine : privilégier le revenu des actifs à ceux des inactifs. Cela serait audible, si nous étions en phase haute de reprise et que les entreprises butaient réellement sur une rareté de l'offre de travail. Or s'il y a bien quelques pénuries localisées de compétences, le chômage reste encore très largement expliqué par la faiblesse de l'activité et de la demande. Agir contre le chômage volontaire aujourd'hui a peu de chance de dynamiser l'activité et l'emploi.

Malheureusement, le gouvernement est juste en train de subir et de payer le prix de ses erreurs de timing budgétaire. Le déraillement de la reprise est très largement imputable à son court-termisme comptable. Pour financer ses mesures en faveur du patrimoine le gouvernement a clairement arbitré en défaveur du pouvoir d'achat des bas et moyens revenus : La

hausse de la CSG a pesé pleinement et sans compensation sur les retraités, dès le début de l'année. Pour les salariés, la baisse étalée des cotisations salariales jusqu'à l'automne ne fait qu'annuler la hausse de la CSG. La baisse de la taxe d'habitation n'intervient qu'en fin d'année également, ce qui diffère aussi son effet positif sur le pouvoir d'achat. Si l'on ajoute à cela l'alourdissement de la fiscalité indirecte, le reflux des emplois aidés, la baisse des APL, le gel du point de la fonction public... le gouvernement a simplement cassé l'élan de la consommation. Et sur la défensive, il continue son opération de sape. Non seulement il tape sur le revenu de ceux dont la consommation est la plus réactive à l'attrition des revenus. Mais de surcroît, avec la retenue à la source, il diffère en fin d'année 2019, toute une série de crédits d'impôts, créant une nouvelle incertitude et de nouveaux comportements de précautions de la part des ménages.

Cela ressemble bien à un cercle vicieux, dont le gouvernement va avoir du mal à s'extraire. Hollande avec trop misé sur la conjoncture pour sauver son quinquennat. Macron l'a ignorée, croyant que c'était dans la poche. Et il risque d'en payer lourdement le prix.